



# VOIR L'AFRIQUE AVEC LES YEUX DU FUTUR

Pour l'avenir de l'Afrique, pour l'honneur de la France

15 Décembre 2018 - Hors-série n°2

Nous publions dans ce deuxième hors-série de la lettre "Voir l'Afrique avec les yeux du futur", un interview de Madame Fanny Pigeaud et de Monsieur Ndongo Samba Sylla, co-auteur du livre : *L'arme invisible de la Françafrique. Une histoire du Franc CFA.*

**1) La question du Franc CFA est longtemps restée un secret bien gardé de la République française, mais depuis quelques temps le débat s'est ouvert. Après vous être présentés brièvement, pouvez-vous nous dire pourquoi vous sortez ce livre maintenant ?**

Ndongo est économiste du développement et chercheur au sein du bureau Afrique de l'Ouest de la Fondation Rosa Luxemburg. Fanny est journaliste, ayant été basée pendant plusieurs années dans des pays africains. Nous avons décidé de faire ce livre parce qu'il nous est apparu urgent de combler un vide en matière d'informations sur le sujet du franc CFA. En France, une quantité infime de citoyens savent ce qu'est le franc CFA, qu'il est sous la tutelle du Trésor français, etc. Les citoyens africains, eux, n'ont pas suffisamment accès à des données concernant, par exemple, les mécanismes sur lesquels le système CFA repose. C'est d'autant plus urgent de démocratiser l'information que le système CFA est de moins en moins tenable pour des raisons à la fois économiques et politiques : on le voit avec l'apparition récente des mouvements anti-CFA sur le continent, dont celui baptisé « *France Dégage* » au Sénégal.

**2) Vous faites référence dans votre livre au professeur Pouemi, économiste camerounais qui le premier a écrit sur ce sujet dans son livre « *Monnaie, servitude et liberté, la répression monétaire de l'Afrique.* » Oeuvre d'un visionnaire, pouvez vous nous en dire un peu plus sur son combat ?**

Nous évoquons à plusieurs reprises les travaux de Joseph Tchundjang Pouemi dans notre livre et nous lui consacrons un long encadré. Dans son ouvrage, il montre que les problèmes économiques de l'Afrique sont liés à la question de la monnaie. Il y soutient que sans une véritable souveraineté monétaire, aucun État ne peut appliquer des politiques économiques permettant d'accumuler du capital et de développer ses ressources et l'emploi. Il prend l'exemple du franc CFA, qui est pour lui une « monnaie coloniale » dans son principe et son fonctionnement, privant ceux qui l'ont en partage de l'accès au crédit tant qu'ils ne s'inscrivent pas dans un schéma d'accumulation coloniale « *reposant d'un côté sur la production des matières premières destinées à l'exportation, et de l'autre sur la consommation de produits importés de la métropole* », comme nous le soulignons dans notre livre. Joseph Tchundjang Pouemi montre en plus que cette dépendance monétaire génère d'autres formes de dépendances – on voit bien à travers l'histoire de la zone franc comment les dirigeants des pays concernés se trouvent de fait sous la

tutelle des autorités économiques mais aussi politiques de la France –, ce qui l’amène à demander une libération monétaire.

**3) Un seul candidat à la présidentielle, Jacques Cheminade, a posé la question de la servitude monétaire de l’Afrique par le Franc CFA et ce depuis très longtemps. Qu’en pensez-vous et surtout que penser du silence assourdissant des hommes politiques français, de l’extrême gauche à l’extrême droite, sur le sujet, jusqu’à récemment pour certains ?**

Jacques Cheminade est en effet le seul au sein de la classe politique française qui aborde régulièrement cette question de la servitude monétaire de la zone franc. Le silence du reste de la classe politique sur cette problématique est impressionnant, surtout quand on sait que le système CFA a plus de 70 ans d’existence et a été régulièrement contesté par des dirigeants et économistes africains. Au moment des indépendances des pays africains, presque personne au sein de la classe politique française n’a été choquée que Paris accorde l’indépendance tout en obligeant les nouveaux États à signer des « accords de coopération » monétaire, notamment, qui avaient pour objectif de maintenir une tutelle française. Seuls des députés et sénateurs communistes ont protesté, mais ils ont fini par accepter les dits accords, estimant que cette indépendance tronquée valait toujours mieux que la perpétuation de l’ordre colonial.

On peut voir que, d’une manière générale, la politique française vis-à-vis des pays africains de la zone franc a toujours consisté pour les gouvernements qui se sont succédés à uniquement défendre les intérêts français et à imposer la domination française, sans jamais laisser la place à une forme de coopération d’égal à égal. Il y a une sorte de consensus, qui n’est jamais questionné d’ailleurs. Il est ainsi extrêmement rare qu’un homme politique français prenne une position critique au sujet de l’ingérence permanente qu’exerce Paris sur ses « partenaires » de la zone franc. Aucun, par exemple, n’a visiblement été choqué par l’opération militaire française qui a eu lieu en Côte d’Ivoire en 2011. Rien pourtant ne justifiait et ne permettait sur le plan légal que des hélicoptères français bombardent un palais présidentiel et une résidence présidentielle dans un pays étranger et souverain... Sans doute qu’un certain nombre d’acteurs politiques ne s’ex-

priment pas sur le sujet franc CFA parce qu’ils ne savent pas de quoi il s’agit précisément : l’intérêt pour les relations France-Afrique n’est pas très développé... Or si l’on veut vraiment comprendre comment elles fonctionnent, comment les pays concernés évoluent et pourquoi beaucoup d’entre eux restent dans une situation de sous-développement, il est indispensable de se pencher de près sur le système CFA.

**Merci à vous.**



**Bonus : texte de Mr Cheminade : Du franc CFA à l'euro : Joseph Tchuindjang Pouemi, monnaie, servitude et liberté (Août 2012)**

Redécouvrir l'œuvre de Joseph Tchuindjang Pouemi n'est pas seulement se pourvoir d'un moyen essentiel pour « *comprendre les douleurs de l'Afrique* », mais plus généralement pour resituer la monnaie comme « *phénomène social par essence* ». Alors que règne aujourd'hui, notamment dans les zones euro et dollar, un monétarisme qui considère la monnaie comme une valeur en soi, Tchuindjang Pouemi nous montre au contraire qu'elle est une allocation de crédit dont la légitimité dépend de l'usage que l'on en fait. Elle est en ce sens l'attribut de toute souveraineté nationale car de son allocation dépend le futur que l'on veut donner à son pays. Il n'est donc pas étonnant que toute oligarchie veuille cacher ce rôle et en faire l'instrument de son pouvoir pour perpétuer sa domination au détriment des peuples. Au début de son livre, *Monnaie, servitude, liberté : la répression monétaire en Afrique*, écrit en 1979-1980, l'économiste camerounais met bas les masques : « *Il convient qu'en Afrique la monnaie cesse d'être le territoire du tout petit nombre de "spécialistes" qui jouent aux magiciens.* » Et il ajoute : « *Aujourd'hui, faute d'accorder aux questions monétaires l'attention qu'elles méritent, l'Afrique inflige à ses enfants, et plus encore à ceux qui ne sont pas encore nés, des souffrances tout à fait gratuites.* »

Nous sommes aujourd'hui en août 2012, plus de trente ans après que Tchuindjang Pouemi eut publié son ouvrage, et non seulement sa critique dévastatrice du franc CFA reste plus juste que jamais, mais elle s'applique tout aussi bien à l'euro, car dans les deux cas, ceux qui ont inspiré la création de ces monnaies se sont abreuvés et s'abreuvent à la même source. Il est ainsi ironique – mais logique – que les maux infligés aux peuples colonisés par les anciens colonisateurs soient aujourd'hui infligés par ceux-ci à leurs propres peuples. Le dénominateur commun est le viol des souverainetés nationales et des libertés individuelles au profit d'une même oligarchie, inspirée par une tradition monétariste qui remonte aux cités grecques prédatrices et trouve aujourd'hui son expression dans l'impérialisme monétariste de ses successeurs financiers et marchands anglo-américains. Ceux qui ont condamné Socrate sont toujours les ennemis, sous une autre apparence physique mais issus d'une même matrice idéologique, que nous devons combattre et écarter du pouvoir. Disciple

de Maurice Allais et ayant présenté sa thèse de sciences économiques sous la direction de Pierre Massé, Tchuindjang Pouemi s'inscrit dans la tradition française de l'économie physique productive et de la planification indicative, à l'opposé du néo-libéralisme dominant depuis plus de quarante ans dans le monde. Je me sens d'autant plus proche de lui qu'il a commencé ses études à Clermont-Ferrand, dans cette Auvergne dont vient toute ma famille, et que j'ai moi-même rencontré Allais et ses proches en partageant un engagement commun pour la séparation des banques d'affaires, de dépôt et de crédit – le Glass-Steagall de Roosevelt, repris en France et rattaché à notre conception de Banque nationale et d'un Conseil national du crédit. Ainsi l'on peut dire, ironiquement, que le jeune économiste partisan de l'indépendance du Cameroun appartenait à l'école française de science économique, alors que les colonialistes néo-libéraux se trouvaient, eux, du côté de l'école monétariste britannique !

La monnaie, expression de la souveraineté, est pour Tchuindjang Pouemi l'élément essentiel à examiner pour voir si derrière les belles paroles, il y a des actes qui les incarnent. Or « *le franc CFA est en fait un instrument de la permanence de la colonisation française en Afrique... La France est le seul pays au monde à avoir réussi l'extraordinaire exploit de faire circuler sa monnaie, et rien que sa monnaie, dans des pays politiquement libres* ».

Aujourd'hui, trente ans après, la situation de dépendance de l'Afrique n'a pas changé. Les Etats qui relèvent du franc CFA n'ont aucune maîtrise de leur monnaie. Le fait que le Trésor public français soit placé au-dessus des banques centrales BCEAO et BEAC constitue un viol de souveraineté. Ainsi la dévaluation de 50 % en 1994 a sapé les fondements d'une classe moyenne émergente et servi uniquement les fortunes colossales de l'oligarchie au pouvoir, qui met ses avoirs à l'abri dans des paradis fiscaux et achète d'immenses propriétés immobilières en Europe. Quitte à faire éduquer ses enfants, se soigner et mourir chez nous ou aux Etats-Unis, faute d'avoir prévu des investissements sociaux dans son propre pays. Cela a été bien entendu aggravé par le fameux consensus de Washington, que le Fonds monétaire international (FMI) a appliqué en exigeant que les pays africains pratiquent des coupes claires dans les budgets sociaux, d'éducation et d'infrastructure. Provoquant à la suite une émigration que les pays européens ne veulent plus accueillir et

chassent avec leurs bateaux, leurs avions et leur police. Ainsi s'est mise en place cette machine infernale, avec sa conséquence : les terribles inégalités sociales en Afrique et les « problèmes » de l'immigration chez nous, avec désormais en Europe une forme de ségrégation intérieure redoublant le néo-colonialisme par la monnaie à l'extérieur.

Le franc CFA avait d'ailleurs été créé avant les indépendances, puis simplement rebaptisé après, sans que son mécanisme fondateur n'en soit modifié. Il a servi ainsi de relais aux politiques de ce FMI que Tchuindjang Pouemi traitait à juste titre de « fonds de misère instantanée », n'en déplaise à Mme Lagarde, M. Strauss-Kahn et tous ceux qui les ont promus. L'économiste camerounais voulut toujours rester un professeur auprès de ses élèves, pour former les générations futures à Yaoundé, Douala et Abidjan, hors du cercle de déraison de la politique compradore des « élites » africaines. Il refusa donc les propositions que lui firent Ahidjo ou Houphouët Boigny d'entrer dans leurs gouvernements. Universitaire, il était en même temps une référence de morale et de justice politique, et si l'on ne sait pas exactement s'il mourut assassiné, sa disparition servit bien les intérêts en place à un moment où se consolidaient l'exploitation et l'injustice.

Ma pensée va ici aussi à Thomas Sankara, Sylvanus Olympio et Félix-Roland Moumié, qui menèrent le combat politique pour la justice et le payèrent de leur vie, ainsi qu'à mon ami Renaud Vignal, qui dirigeait le cabinet de Jean-Pierre Cot au moment où tous deux tentèrent d'abolir la Françafrique et furent tués politiquement par la Mitterrandie. Ces souvenirs me ramènent aussi à l'erreur – une erreur, pire qu'un crime – de la quasi-totalité de la gauche européenne, qui ne comprit pas ou ne voulut pas comprendre que la

cause de la décolonisation économique et culturelle en Afrique rejoignait la cause de la justice sociale et de la participation réelle au pouvoir en Europe, et même se confondait avec elle. Nous portons aujourd'hui encore les stigmates de cette erreur. Plus profondément peut-être, nous l'avons dit au départ, la critique fondamentale que fait Tchuindjang Pouemi du franc CFA vaut aujourd'hui pour l'euro. Son existence dépouille en effet de la souveraineté monétaire les pays membres de l'Union européenne, au profit non pas d'une entité supérieure bienveillante mais d'un conglomerat de financiers, de banquiers d'affaires et de fonctionnaires qui ont mis les économies sous tutelle financière et monétaire, faisant prévaloir les intérêts du court terme sur les investissements à long terme, physiques et sociaux, gages d'avenir. Aux profiteurs de la Françafrique succèdent ainsi les lobbyistes de Bruxelles, qui écrivent trop souvent les textes que reprennent des fonctionnaires ayant perdu le sens de l'intérêt public et disposant de moins de moyens que leurs interlocuteurs. L'on passait il y a plus de quarante ans un film intitulé « La Cina é vicina », la Chine est voisine, frappé du coin de l'idéologie « maïste » occidentale. Nous pourrions aujourd'hui dire avec bien plus de pertinence que l'Afrique est voisine : nous souffrons de la même maladie monétaire qui peu à peu a tout contaminé dans l'économie mondiale. Ceux qui ne me croient pas peuvent le demander aux Grecs, aux Espagnols et si nous continuons ainsi, se le demander bientôt à eux-mêmes, en France.

Heureusement, la pensée de combattants comme Joseph Tchuindjang Pouemi reste bien vivante et nous encourage, par delà les années, dans notre propre combat, pour lui donner la dimension que nos prédécesseurs européens n'ont pas su ou voulu reconnaître.

Voir l'Afrique avec les yeux du futur  
*est une lettre d'information sur l'Afrique publiée tous les mardis.*  
Directeur de publication : Sébastien Périmony  
Adresse : 1 rue de Lyon, 93800 Epinay sur Seine  
Téléphone : 06 14 17 48 74 ; courriel : [contact@afriquedufutur.com](mailto:contact@afriquedufutur.com)  
[www.afriquedufutur.com](http://www.afriquedufutur.com)

Abonnement mensuel : 10 euros par mois (classique) ; 20 euros par mois (soutien)  
Abonnement annuel : 100 euros par an (classique) ; 200 euros par an (soutien)  
Abonnement par virement ou par chèque à l'ordre de Sébastien Périmony  
IBAN : FR50 2004 1000 0169 6021 1C02 096 - BIC : PSSTFRPPPAR